

FICHE THEMATIQUE

REGION ACADEMIQUE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

MISSION INFORMATION - CONTROLE & ACCOMPAGNEMENT PEDAGOGIQUE DES FORMATIONS PAR APPRENTISSAGE**La construction des maquettes pédagogiques par les CFA**

Dernière mise à jour : 14 octobre 2024

Table des matières

1	Propos liminaires	2
2	Une première approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par l'accompagnement au cœur du parcours de formation en apprentissage	2
3	Une deuxième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les disciplines et modalités d'enseignement – Mise à jour 14 octobre 2024	4
3.1	Des références en la matière : les vade-mecum et autres guides publiés par le Ministère certificateur	4
3.2	Des conseils à destination des équipes pédagogiques	7
3.2.1	L'apprentissage en tant que formation initiale	7
3.2.2	Le cas particulier des compétences en littératie et en numératie	7
3.2.3	Des modules type « SAS » pour mieux réussir en apprentissage	8
3.2.4	Le cas particulier des dispenses d'unités à l'examen	10
3.2.5	Le cas d'une prorogation de la durée du contrat suite à un échec à l'examen	10
3.2.6	Le cas spécifique des activités de projet (ex « chef d'œuvre »)	12
3.2.7	Le cas particulier des enseignements facultatifs	14
3.2.8	Le cas particulier de l'EPS	14
4	Une troisième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les volumes horaires disciplinaires	14
4.1	Les grilles horaires d'enseignement sous statut scolaire comme repères potentiels pour les CFA	14
4.2	Limites du fichier excel proposé	16
4.3	D'autres points de vigilance	16
5	Une quatrième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la multimodalité des enseignements	16
6	Une cinquième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la formalisation d'une fiche par unité de formation type contrat pédagogique	17
7	Les sites de référence à consulter	17
7.1	Les sites nationaux (liste non exhaustive)	17
7.2	Les sites académiques	18
7.3	Focus sur les enseignements généraux	18
8	Annexes	19
8.1	Annexe n°1 - Extrait « Développer la multimodalité dans les dispositifs modulaires de formation – Fiches conseils », Région Pays de la Loire (octobre 2016)	19
8.2	Annexe n°2 : fiche type contrat pédagogique	20

1 Propos liminaires

Cette fiche ressource a vocation à accompagner les CFA dans la construction de leurs maquettes pédagogiques de formation, et notamment en leur donnant des repères, conseils et points de vigilance.

2 Une première approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par l'accompagnement au cœur du parcours de formation en apprentissage

Pour développer la pédagogie de l'alternance, l'Observatoire de la métallurgie et l'Opcv 2i dans son document repère [Pédagogie de l'alternance](#) (publié en novembre 2022) met en avant trois concepts clefs : l'individualisation, la réflexivité et l'accompagnement.

Cette partie traitera en particulier de la place que souhaitent donner les équipes de direction des CFA à l'accompagnement dans l'emploi du temps, évoluant dans le contenu et les modalités au fur et à mesure des besoins des apprenants au cours de leur parcours de formation.

Point d'actualité : l'accompagnement au cœur de la réforme de la voie professionnelle

A noter la publication de l'arrêté de [l'arrêté du 22 janvier 2024](#) modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel

- Remplacement des termes : « consolidation des acquis / accompagnement personnalisé / accompagnement au choix d'orientation » par : « soutien au parcours »
- Le soutien au parcours s'adresse à tous les élèves selon leurs besoins afin de les accompagner dans leur parcours de choix et d'orientation. En fin d'année scolaire de terminale professionnelle, un parcours différencié est proposé aux élèves leur permettant, soit de préparer une insertion professionnelle, soit de préparer une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

A noter la modification de l'[Article D333-2 / Modifié par Décret n°2024-122 du 19 février 2024 - art. 2](#)
« Des dispositifs d'accompagnement personnalisé sont mis en place pour tous les élèves selon leurs besoins dans les classes de seconde, première et terminale préparant aux baccalauréats général, technologique et professionnel.

Ils comprennent des activités de soutien, d'approfondissement, d'aide méthodologique et d'aide à l'orientation, pour favoriser la maîtrise progressive par l'élève de son parcours de formation et d'orientation. Ils prennent notamment la forme de travaux interdisciplinaires.

Un dispositif de tutorat est proposé à tous les élèves, pour les aider à construire leur parcours de formation et d'orientation ».

NOTA : Conformément à l'article 6 du décret n° 2024-122 du 19 février 2024, ces dispositions sont applicables à compter de la session 2024 des diplômes de certificat d'aptitude professionnelle, brevet professionnel, mention complémentaire, baccalauréat professionnel et brevet des métiers d'art.

La part de l'accompagnement dans les grilles horaires en formation initiale sous statut scolaire étant de 11,8% en CAP et de 10 % en bac pro, on pourrait fixer arbitrairement à 10% celle en apprentissage et généralisé ce ratio à l'ensemble des formations en apprentissage.

Soit selon le rythme d'alternance propre à chaque CFA ou chaque diplôme :

- hebdomadaire : une demi-journée (10% de 35h, soit de 3 à 4 h hebdomadaire)
- journée (2J), de 1,5 à 2h environ (10% de 14h).

Dès lors, il revient aux équipes de direction, en concertation avec leurs équipes pédagogiques de positionner au cœur de l'emploi du temps (et non en périphérie pour éviter des risques de « fuite » ou de formes de désintérêt) ces temps dédiés à l'accompagnement dans l'emploi du temps.

Pour en maximiser l'offre, les choix peuvent s'entendre :

- pour un groupe d'alternants d'une même classe,
- pour un groupe d'alternants d'un même niveau de classe,
- pour un groupe d'alternants d'un même diplôme,
- pour un groupe d'alternants d'un même niveau de diplôme,
- pour tout alternant au sein d'un CFA, et ce quel que soit le diplôme et le niveau de classe.

Plus la cible sera élargie, plus les équipes pédagogiques à mobiliser seront importantes et meilleur sera le financement, mais aussi plus difficile l'organisation sera à mettre en place.

Entre ces deux extrêmes, chaque CFA trouvera, par essais – erreurs, l’organisation qui sera la plus adaptée à sa situation. Cette organisation ne sera pas forcément figée pour l’ensemble de l’année, elle pourra évoluer d’une période de formation à une autre, fonction aussi de la disponibilité des formateurs (cf [Fiche pratique Tableaux stratégiques de formation par compétences](#) – découpage du cycle en périodes de formation).

Cette nouvelle organisation, en « barrettes d’enseignement » offre ainsi de nouvelles opportunités pédagogiques aux équipes pédagogiques :

- travailler différemment, de manière interdisciplinaire, par compétence,
- enseigner selon d’autres modalités, en co-intervention (en CAP et en bac pro) ou en co-enseignement en BTS, en mode projet et de manière pluridisciplinaire (par exemple dans le cas du chef d’œuvre en CAP et en bac pro),
- mais également évaluer à des temps différenciés des groupes d’apprenants « prêts » à être évalués en contrôle en cours de formation,
- Et surtout aussi, proposer une offre plus modulaire, par période de formation, pour des accompagnements plus personnalisés suivant les besoins des apprenants.

S’agissant de cette offre « modulaire », elle sera à construire en jouant sur plusieurs facteurs :

- Le nombre d’apprenants cible : certains modules pourront être à effectifs « très réduits » (pour répondre à des besoins importants en termes de consolidation ou de remédiation) ou au contraire, à effectifs « plus grands » voire « très grands ». Ces différences en termes de dimensionnement des modules permettront d’en assurer le financement.
- Le contenu de l’enseignement et la place dans le cursus de formation.

La partie dédiée à la consolidation des acquis sera notamment utilisée dès le début de la formation.

Pour rappel, cette « consolidation des acquis » vise à soutenir les apprenants (en particulier en seconde CAP et seconde Bac pro) dans les disciplines de français et de mathématiques sur la base des résultats des tests de positionnement de début de seconde en littérature et en numératie.

L’arrêté du 22 janvier 2024 modifiant l’arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel précise les modalités de mise en œuvre des groupes à effectifs réduits s’appuyant sur les besoins des élèves pour renforcer l’acquisition des savoirs fondamentaux.

Les enseignements de français et de mathématiques en seconde et en première professionnelle sont concernés par cette mesure.

Les inspecteurs de l’éducation nationale enseignement général de l’académie d’Aix-Marseille dans [un courrier daté du 23 février 2024](#) souhaitent attirer l’attention sur quelques éléments relatifs à la mise œuvre de ces groupes à effectifs réduits « Qu’appelle-t-on « groupes à effectifs réduits » ?

Ce sont :

- Des heures disciplinaires de mathématiques et de français prévues dans la grille horaire élève, bénéficiant d’une pédagogie adaptée aux besoins des élèves grâce aux faibles effectifs.
- Des temps pour accompagner les élèves au plus près de leurs besoins, selon les périodes et les objets travaillés, l’effectif d’un des groupes pouvant être très réduit.
- Des séances d’enseignement répondant aux objectifs des programmes disciplinaires et intégrées dans la progression des apprentissages de la classe.

Ce ne sont pas :

- Des heures supplémentaires pour les élèves.
- Un cours doublé et une répartition figée des élèves de la classe sur toute l’année scolaire.
- Des séances entièrement consacrées à la remédiation ou la consolidation.

Comment constituer les groupes à effectifs réduits ?

- En s’appuyant fortement sur les tests de positionnement pour repérer les besoins, puis sur les évaluations au fil de l’année. La composition des groupes peut donc changer en cours d’année (évaluation régulière des élèves et prise en compte des différents domaines de connaissances).
- En rendant possible une grande dissymétrie des effectifs entre les groupes.
- En prenant aussi le parti pris de l’homogénéité ou de l’hétérogénéité des niveaux de maîtrise des élèves selon l’objectif pédagogique visé.
- En conservant des temps en classe entière afin de maintenir le fil des apprentissages tout au long de l’année. Cela implique que ce soit le professeur de la classe qui prenne en charge les deux groupes.

A noter : L’expérience du CléA (socle de connaissances et de compétences professionnelles) en formation continue comme celle acquise dans les dispositifs de raccrochage scolaire (dans le cadre des parcours proposés par la Mission de lutte contre le décrochage scolaire ou en Missions locales) ont d’ailleurs montré combien il était important de ne

pas stigmatiser l'objet de la consolidation des acquis en français et en mathématiques (par exemple en le nommant en tant que tel). La consolidation des acquis dans ces deux disciplines a plus d'efficacité quand elle est menée dans le cadre d'apprentissages très contextualisés et en articulation forte avec les enseignements professionnels. Les apprenants y trouveront d'autant plus de sens, d'intérêts et de motivation, et les progrès seront d'autant plus rapides et significatifs.

Celle dédiée à l'accompagnement du projet personnel et professionnel sera réellement activé en dernière année de formation, en deux modules en fonction du projet de l'apprenant, soit une préparation à l'insertion professionnelle (préparation à l'emploi : recherche, CV, entretiens, ...) soit une préparation à la poursuite d'études (renforcement méthodologique, etc.). Plus de détail dans la fiche qualité pédagogique [Q29E27-43](#) - Indicateur QualiOpi 29 / Eduform 27 et 43).

Ces dispositifs proposés en CAP et en bac pro peuvent s'étendre aux autres diplômes.

Une période d'accueil (type « sas ») suffisamment longue à proposer aux apprenants en début de cycle (et donc positionnée en début de la première unité de formation). Cette période sera pleinement consacrée à la connaissance et à la découverte de l'environnement socio-professionnel (réf. « rapport d'étonnement »), à la connaissance de soi (de son potentiel, de son projet), et également au développement d'un sentiment d'appartenance dans le cadre de projets divers (conférences professionnelles, rencontre / visite d'entreprises, activités culturelles et sportives, etc.).

Des temps spécifiquement dédiés en CFA au cours du cycle pour des bilans de compétences, collectifs et/ou individuels sur le modèle des entretiens professionnels, et si besoin rétroagir sur la formation en prévoyant les régulations nécessaires (remédiation, adaptation en fonction des besoins dans la classe, dans le CFA, dans l'entreprise). Ces bilans trouveraient tout à fait leur place en fin de chaque unité de formation pour évaluer le niveau de performance atteint pour chaque compétence cible (cf [Fiche pratique Tableaux stratégiques de formation par compétences](#) – découpage du cycle en périodes de formation).

- Le développement de nouvelles compétences, voire de nouvelles certifications complémentaires pour enrichir les CV des apprenants (par exemple, des certifications numériques comme PIX, langagières comme le Projet Voltaire ou le TOEIC, ...).

3 Une deuxième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les disciplines et modalités d'enseignement – **Mise à jour 14 octobre 2024**

Dès l'instant où le CFA propose un diplôme de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur, il est tenu de s'inscrire dans la transformation de la voie professionnelle, qui a conduit à une refonte des modalités de formation dans les diplômes professionnels.

Pour mémoire, l'Etat a procédé à la reconstruction totale du système de formation professionnelle et de l'apprentissage à partir des besoins des jeunes, des actifs et des entreprises.

La transformation de la voie professionnelle résulte :

- d'un processus de concertation nationale autour de l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage lancé en novembre 2017 en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère du Travail,
- et d'une mission sur l'avenir de la voie professionnelle lancée en octobre 2017.

Les deux processus ont abouti,

- pour l'une à la publication le 22 février 2018 d'un rapport co-signé par Céline Calvez et Régis Marcon : « Transformer le lycée professionnel – Former les talents aux métiers de demain »,
- pour l'autre à la promulgation de la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » le 5 septembre 2018 visant une transformation de grande ampleur de la formation professionnelle, initiale (scolaire et apprentissage) et continue, pour une mise en œuvre pleinement opérationnelle à l'échéance 2021.

Cette transformation a mis en avant de nouveaux dispositifs pédagogiques (comme le chef d'œuvre, la co-intervention, l'accompagnement renforcé, ...). **Ces dispositifs sont par principe vecteurs de cette transformation et les CFA ne peuvent s'en dessaisir.**

3.1 Des références en la matière : les vade-mecum et autres guides publiés par le Ministère certificateur

Les CFA mettant en œuvre les diplômes de l'Éducation nationale veilleront à prendre comme référence les vade-mecum publiés pour accompagner la transformation de la voie professionnelle (CAP et Baccalauréat professionnel) – accessibles sur le site Eduscol [en cliquant directement ici](#).

Parmi les ressources proposées, voir en particulier :

- [« La consolidation des acquis et l'accompagnement personnalisé »](#) (février 2019)
- [« La co-intervention »](#) (février 2019)
- [Des exemples de séances en co-intervention Mathématiques / Cuisine](#) (Source : [Sites nationaux de ressources Hôtellerie-Restauration et Tourisme](#)).
- [« La réalisation du chef-d'œuvre »](#) (février 2019)
- [« Renforcer les usages du numérique »](#) (juin 2019)

Il est également recommandé de consulter également les [fiches d'auto-évaluation](#) proposées par la DGESCO, dont celles spécifiques sur la transformation de la voie professionnelle,

- La [co-intervention](#)
- Le [chef d'œuvre](#)
- L'[accompagnement personnalisé](#)
- La [consolidation des acquis](#)
- La [préparation à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études](#)

Chef d'œuvre

Article D337-3-1 : "Les candidats sous statut scolaire **et les apprentis** préparant une des spécialités de certificat d'aptitude professionnelle mentionnées au premier alinéa de l'article D. 337-2 réalisent, au cours de leur formation conduisant au diplôme, un chef d'œuvre en relation avec la spécialité préparée.

Article D337-66-1 : « Les candidats sous statut scolaire **et les apprentis** préparant une des spécialités de baccalauréat professionnel mentionnée au premier alinéa de l'article D. 337-53 réalisent, au cours de leur formation conduisant au diplôme, un chef-d'œuvre en relation avec la spécialité préparée ».
Modalités d'évaluation du chef d'œuvre pour l'examen du CAP ([Circulaire n° 2020-039 du 14-2-2020](#)).
Vade-mecum ministériel « [La réalisation du chef d'œuvre](#) »

Lien vers le [Vademecum national](#)

Co-intervention

La co-intervention, en ciblant spécifiquement les enseignements de français et de mathématiques - physique – chimie, vise à « susciter ou accroître la motivation des apprenants et favoriser leur engagement dans leur formation », et par extension leur réussite « en rendant plus concrets les enseignements généraux, en mettant en perspective les situations professionnelles et en rendant plus lisible le sens des enseignements, généraux comme professionnels » (extraits du vade-mecum) ».

Par le dialogue qu'elle instaure entre enseignement général et professionnel, la co-intervention suppose nécessairement un co-enseignement.

Elle vise à :

- ~ Susciter, accroître la motivation des élèves et favoriser leur engagement dans leur formation
- ~ Renforcer la cohérence globale de la formation et rendre plus lisible le sens des enseignements, généraux comme professionnels
- ~ Montrer aux élèves que l'enseignement général participe de la formation professionnelle et la conforte
- ~ Favoriser la concrétisation de projets collectifs
- ~ Renforcer l'acquisition de compétences transversales et ne pas dissocier la culture générale humaniste de la culture professionnelle.

Arrêté du 1^{er} mars 2021 : « Conformément à l'arrêté susmentionné, à la rentrée 2021, le volume horaire dédié aux enseignements en co-intervention en terminale pourra donner lieu à des mises en œuvre définies au sein des établissements

Note de service du 1^{er} mars 2021 : qui pourront ainsi choisir de :
~ poursuivre, dans la continuité des classes de seconde et de première, la co-intervention enseignement professionnel et français/enseignement professionnel et mathématiques-sciences ;
~ organiser la co-intervention entre enseignement professionnel et d'autres disciplines d'enseignement général : histoire-géographie et enseignement moral et civique, langue vivante A ou B, arts appliqués et cultures artistiques, éducation physique et sportive ;
~ mettre en place un « atelier de philosophie » ;
~ renforcer l'horaire dédié à l'accompagnement pour le projet postbaccalauréat de l'élève : vers une poursuite d'études supérieures ou vers une insertion professionnelle ».

Lien vers le [Vademecum national](#)

Consolidation des acquis et l'accompagnement personnalisé

« Afin de faire de la voie professionnelle une filière d'excellence, chaque élève doit pouvoir construire le parcours personnalisé qui réponde le mieux à ses besoins et à ses aspirations. Pour l'y aider, sont mis en œuvre :
~ des enseignements de consolidation ;
~ un accompagnement personnalisé ;
~ une préparation aux choix d'orientation.

Ce dispositif d'accompagnement fait partie intrinsèque du temps scolaire de l'élève, de la seconde à la terminale, mais ses enjeux finaux s'inscrivent résolument dans son parcours professionnel ou d'études à moyen et long terme ».

Schéma récapitulatif (extrait du diaporama du collège des inspecteurs du second degré – bilan intermédiaire de la transformation de la voie professionnelle – Académie d'Aix-Marseille, juillet 2023)

Pour rappel :

La publication de l'arrêté de [l'arrêté du 22 janvier 2024](#) modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel

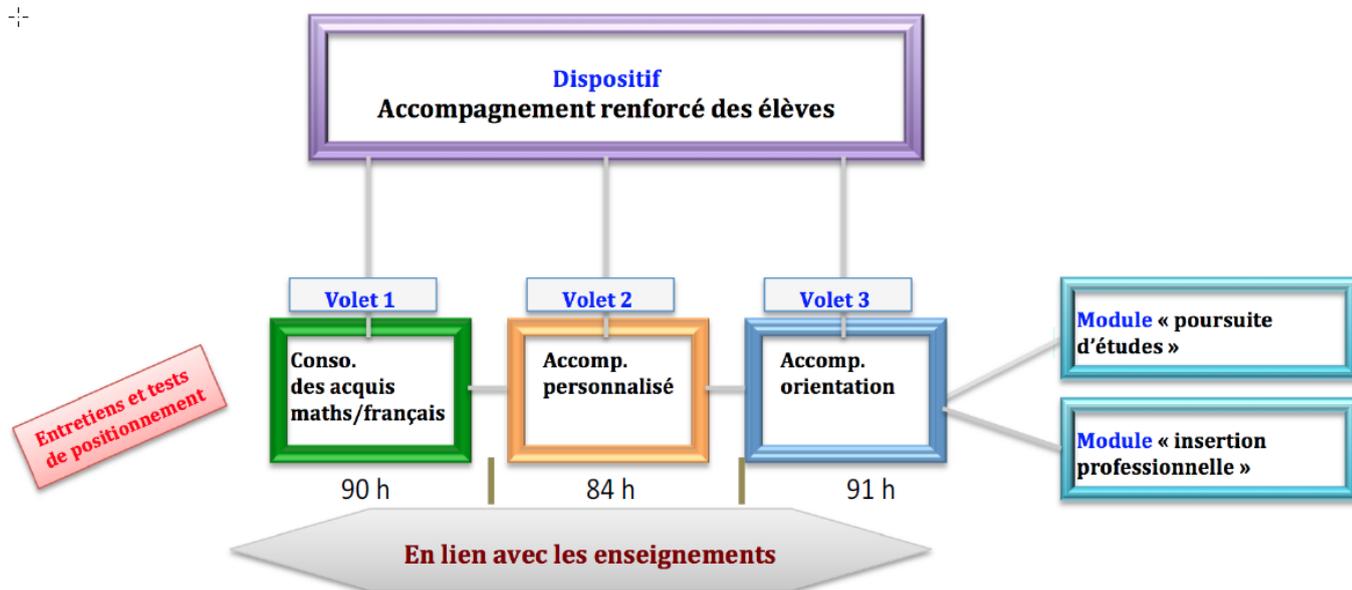
Remplacement des termes : « consolidation des acquis / accompagnement personnalisé / accompagnement au choix d'orientation » par : « soutien au parcours »

Le soutien au parcours s'adresse à tous les élèves selon leurs besoins afin de les accompagner dans leur parcours de choix et d'orientation. En fin d'année scolaire de terminale professionnelle, un parcours différencié est proposé aux élèves leur permettant, soit de préparer une insertion professionnelle, soit de préparer une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

La modification de l'[Article D333-2 / Modifié par Décret n°2024-122 du 19 février 2024 - art. 2](#)

« Des dispositifs d'accompagnement personnalisé sont mis en place pour tous les élèves selon leurs besoins dans les classes de seconde, première et terminale préparant aux baccalauréats général, technologique et professionnel.

✚



Lien vers le

[Vademecum](#)

national – volet
insertion
professionnelle

Modules d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études

- /
- / Deux modules en fonction du projet post-baccalauréat :
- / Insertion professionnelle
- / Ou poursuite d'études
- / Les **items communs** aux deux modules seront abordés au cours du **premier trimestre de l'année**, afin de
- / permettre aux élèves de confirmer ou faire évoluer leur choix.
- / En tout état de cause, le choix d'un accompagnement vers les études supérieures ou l'insertion professionnelle
- / ne rend pas le projet post bac irréversible.
- / Les établissements veilleront à intégrer aux modules la poursuite d'études en apprentissage, et qui nécessite
- / un accompagnement à la fois vers la poursuite de formation et vers la recherche d'un employeur.
- / Cet accompagnement doit offrir une guidance personnalisée à l'élève qui permet de travailler avec lui son
- / projet d'orientation, de formation et/ou d'insertion.

Lien vers le

[Vademecum](#)

national – volet
préparation à la
poursuite
d'études

3.2 Des conseils à destination des équipes pédagogiques

Dans les réflexions à conduire au sein de chaque CFA, il faut noter les points complémentaires suivants :

3.2.1 L'apprentissage en tant que formation initiale

En effet, il faut rappeler la spécificité de la formation par apprentissage, qui relève de la formation professionnelle initiale, et poursuit des objectifs doubles d'insertion professionnelle et dans la société.

Article L6211-1 « L'apprentissage concourt aux objectifs éducatifs de la nation. Il contribue à l'insertion professionnelle. Il a pour objet de donner à des travailleurs, ayant satisfait à l'obligation scolaire, une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles ».

Cela suppose donc que les enseignements ne se limitent pas exclusivement au domaine professionnel (ou donnent une part prépondérante au domaine professionnel au détriment du domaine général), mais ouvrent l'apprenti(e) à des compétences plus transversales (notamment les « soft skills » très recherchées par les entreprises) qui nourrissent le futur professionnel et le citoyen.

Les maquettes pédagogiques des CFA donneront de ce fait au volume des enseignements généraux une place au moins égale à celui de l'enseignement professionnel.

Plus encore, le Ministère de l'éducation nationale, propose depuis la rentrée 2015, que chaque apprenant de l'école au lycée (et donc au CFA ...) mette en œuvre un parcours éducatif permettant l'acquisition progressive de connaissances et de compétences qui s'accumulent tout au long de son cheminement en formation initiale. Plus d'information sur le site eduscol ; <https://eduscol.education.fr/676/les-parcours-educatifs-l-ecole-au-college-et-au-lycee>.

Ce parcours éducatif se décline en 4 à 5 composantes :

- Le parcours Avenir ;
- Le parcours d'Éducation artistique et culturelle ;
- Le parcours éducatif de santé ;
- Le parcours citoyen de l'élève ;
- Le [parcours culture scientifique et technique](#) (spécificités de l'académie d'Aix-Marseille).

<https://eduscol.education.fr/676/les-parcours-educatifs-l-ecole-au-college-et-au-lycee>.

Le CFA devra se questionner sur les moyens à sa disposition pour s'inscrire dans une continuité de ces parcours, en particulier lorsqu'il accueille des apprentis dans les formations de niveau 3 et 4.

3.2.2 Le cas particulier des compétences en littératie et en numératie

On ne saurait sous-estimer la nécessité d'évaluer la situation de chaque postulant à l'apprentissage, en particulier issu du collège et plus généralement, pour l'accès aux certifications de niveau 3 et 4, sur les compétences en littératie et en numératie (et au-delà à des compétences plus transversales) tant ces compétences peuvent gêner considérablement les apprentissages et le parcours de formation.

Le contrôle du niveau de maîtrise des compétences en littératie et en numératie s'avère plus que jamais indispensable, en particulier pour les entrants en CAP et en bac pro (mais comment ne pas l'envisager en BTS, en adaptant bien entendu leur contenu).

S'agissant des tests, les CFA consulteront la fiche thématique [Positionnement pédagogique en apprentissage](#).

Pour la mise en œuvre de dispositifs de renforcement en littératie et en numératie, les CFA pourront prendre appui sur l'arrêté du 22 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel, qui précise les modalités de mise en œuvre des groupes à effectifs réduits s'appuyant sur les besoins des élèves pour renforcer l'acquisition des savoirs fondamentaux.

Les enseignements de français et de mathématiques en seconde et en première professionnelle sont concernés par cette mesure.

Les inspecteurs de l'éducation nationale enseignement général de l'académie d'Aix-Marseille dans [un courrier daté du 23 février 2024](#) souhaitent attirer l'attention sur quelques éléments relatifs à la mise œuvre de ces groupes à effectifs réduits : Qu'appelle-t-on « groupes à effectifs réduits » ?

Ce sont :

- Des heures disciplinaires de mathématiques et de français prévues dans la grille horaire élève, bénéficiant d'une pédagogie adaptée aux besoins des élèves grâce aux faibles effectifs.

- Des temps pour accompagner les élèves au plus près de leurs besoins, selon les périodes et les objets travaillés, l'effectif d'un des groupes pouvant être très réduit.
- Des séances d'enseignement répondant aux objectifs des programmes disciplinaires et intégrées dans la progression des apprentissages de la classe.

Ce ne sont pas :

- Des heures supplémentaires pour les élèves.
- Un cours dédoublé et une répartition figée des élèves de la classe sur toute l'année scolaire.
- Des séances entièrement consacrées à la remédiation ou la consolidation.

Comment constituer les groupes à effectifs réduits ?

- En s'appuyant fortement sur les tests de positionnement pour repérer les besoins, puis sur les évaluations au fil de l'année. La composition des groupes peut donc changer en cours d'année (évaluation régulière des élèves et prise en compte des différents domaines de connaissances).
- En rendant possible une grande dissymétrie des effectifs entre les groupes.
- En prenant aussi le parti pris de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité des niveaux de maîtrise des élèves selon l'objectif pédagogique visé.
- En conservant des temps en classe entière afin de maintenir le fil des apprentissages tout au long de l'année. Cela implique que ce soit le professeur de la classe qui prenne en charge les deux groupes.

Les alternatives possibles dans le cas de public à besoins éducatifs particuliers

Dans le cas de public à besoins éducatifs particuliers, de mineurs non accompagnés (dont la barrière de la langue ne permet pas de garantir une réussite au diplôme y compris dans le cas d'allongement de la durée de contrat d'apprentissage ou encore de dispositifs préparatoires à l'apprentissage proposés par certains OPCO), etc.), il peut être proposé des parcours ciblant un titre professionnel en lieu et place d'un diplôme (au mieux, ciblage d'un TP de même niveau et de même secteur et métier qu'un diplôme déjà proposé par le CFA) voire d'un titre à finalité professionnelle

Pour rappel toutefois le point de vigilance transmis dans la dernière lettre d'actualités du 9 septembre 2022 :

"Point de vigilance : L'accès à un titre professionnel est conditionné

Si [le décret n°2016-954 du 11 juillet 2016](#) précise bien que le titre professionnel peut être préparé par la voie de l'apprentissage, en plus de la VAE et de la formation continue, [l'arrêté du 11 juillet 2016](#) indique que pour accéder à la préparation par la voie de l'apprentissage d'un titre professionnel, le jeune doit justifier d'une des conditions suivantes :

Être titulaire d'un diplôme ou d'une certification professionnelle attestant d'au moins un niveau V de qualification ;

Être éligible au droit au retour en formation initiale au sens de [l'article D. 122-3-1 du Code de l'éducation](#) : être un jeune âgé de 16 à 25 ans révolus sortant du système éducatif sans diplôme ou ne possédant que le diplôme national du brevet ou le certificat de formation générale".

Mais contrairement au titre professionnel du Ministère du Travail, le titre à finalité professionnelle (de branche) n'est pas conditionné à la détention d'un diplôme de niveau 3 et n'a pas de restriction de public éligible au contrat d'apprentissage.

A titre d'exemple le lien vers le site de France Compétences décrivant les attendus et voies d'accès du titre à finalité professionnelle serveur en restauration : <https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/31402/#ancr5>

Extrait : « La formation est accessible à des personnes n'ayant pas encore d'expérience professionnelle. Le candidat doit être en capacité de lire et comprendre des écrits simples (fiches techniques, consignes, etc.), de rédiger des informations élémentaires (transmission d'informations ou liste de produits manquants par exemple), de réaliser des opérations de calcul et de conversion simples, de s'exprimer correctement en français (relation client) et de se faire comprendre au sein d'un collectif de travail ». -

Par conséquent, ce type de certification peut présenter une alternative intéressante pour des publics « ascolaires » ou présentant des difficultés, du fait de leur origine, à être diplômé y compris au niveau 3 en raison de la nature des épreuves de l'enseignement général (mineurs non accompagnés par exemple).

Pour ce public en particulier, le parcours conduisant à cette certification ne devrait pas minimiser l'importance de la maîtrise des bases de la langue française et intégrer un « SAS » préalable ou des modules portant par exemple sur des contenus de [FLE](#) (Français langue étrangère) voire de [CléA](#) (certificat de connaissances et de compétences professionnelles).

Il faut également voir le titre à finalité professionnelle comme une première étape d'un parcours de formation pouvant se prolonger vers un diplôme.

3.2.3 Des modules type « SAS » pour mieux réussir en apprentissage

Selon l'étude de [l'Observatoire de l'alternance](#) fin 2022, 20 % des alternants déclarent avoir rompu leur contrat en cours d'alternance (24 % pour les contrats d'apprentissage, et pour les 11 % des contrats de professionnalisation), soit un peu au-dessus de la moyenne des actifs.

Plus le diplôme visé par l'alternant est élevé, et plus le taux de rupture est faible (à peine 9 % pour les bac+5 par exemple). Cette rupture intervient majoritairement pendant le contrat, au-delà de la période probatoire.

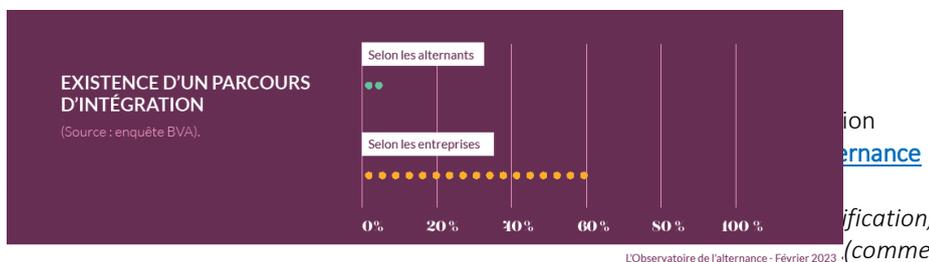
Dans l'échantillon, 23 % des entreprises et 11 % des alternants qui ont expérimenté une interruption de contrat en cours de formation (la proportion des entreprises est naturellement supérieure dans la mesure où elles ont pu accueillir plusieurs contrats).

Dans les motifs invoqués, retenons plus particulièrement :

- Côté entreprises, l'insatisfaction dans la réalisation des tâches de l'apprenti (58 %) ou dans son comportement et **son savoir-être (54 %)** ;
- Côté alternants, la volonté de quitter l'entreprise (28 %), **une mauvaise intégration (22 %)** ou l'opportunité de trouver un emploi dans une autre entreprise (16 %).

D'autres données issues de l'enquête peuvent permettre d'expliquer ce phénomène :

1. 76 % des entreprises recrutent uniquement sur CV, interrogeant de fait leurs pratiques de recrutement (seulement 13% d'entre-elles proposent des mises en situation) ;
2. 94 % des alternants disent n'avoir bénéficié d'aucun parcours d'intégration, alors même que 60% des entreprises affirment disposer d'actions pour favoriser l'intégration des alternants (formation, accompagnement par un tuteur).



« cela se pratique dans le cadre scolaire), là où l'employeur vise une acculturation rapide aux pratiques internes ».

3. L'absence de tuteur pour plus d'1 alternant sur 5 (malgré l'obligation légale), et le manque de professionnalisation (72% des entreprises ne leur proposent aucune formation ad hoc).



Des études plus récentes confirment combien la période probatoire est un période à risque élevé. Par exemple, les conclusions de l'étude de la DARES « [Ruptures des contrats d'apprentissage : quelles évolutions depuis la réforme de 2018 ?](#) » de juillet 2024.

« 21 % des contrats d'apprentissage commencés en 2022 sont rompus au cours de leurs neuf premiers mois d'exécution. Ce taux est plus élevé que ceux constatés pendant la crise sanitaire (17 % et 16 % pour les contrats commencés en 2019 et 2020) et avant la crise (19 % en 2017 et 2018).

L'augmentation est plus marquée dans les formations du supérieur (18 % en 2022, soit 8 points de plus qu'en 2017) que dans le secondaire (26 % en 2022, soit 2 points de plus qu'en 2017). En cinq ans, les taux de rupture à neuf mois doublent pratiquement chez les employeurs de 250 salariés ou plus, alors qu'ils progressent peu chez les employeurs de moins de 50 salariés. L'entrée de nouveaux Centres de Formation d'Apprentis (CFA) et de nouveaux employeurs dans l'apprentissage pourrait contribuer à cette hausse.

Entre 2017 et 2021, la part des contrats rompus dans les neuf premiers mois et pour lesquels il n'y a pas de retour en apprentissage dans les six mois suivants augmente de 2 points (de 7 % à 9 %) pour les formations du supérieur et est stable dans le secondaire (17 %) ».

Aussi, et pour limiter de manière drastique les taux de rupture, du moins ceux intervenant au cours de la période probatoire, il **conviendrait que les OFA mettent systématiquement en place un dispositif type SAS, comme cela peut exister d'ailleurs dans les prépa-apprentissage**, pour sensibiliser et former les néo-apprentis dans l'objectif d'une intégration réussie en entreprise.

Ce module pourrait prendre diverses formes mais pourrait être proposé en priorité à tous les néo-apprentis notamment en pré-bac, avant toute immersion en entreprise.

Sur ce sujet, les CFA pourront prendre appui sur le Guide de capitalisation n°8 du Plan d'investissement dans les compétences, intitulé « [Des modules additionnels pour adapter plus vite les parcours de formation et mieux répondre aux besoins de compétences des entreprises](#) ».

Il y est écrit : « La démarche peut aussi permettre d'intégrer des compétences transverses, fortement demandées par les entreprises (car elles sont plus en plus indispensables pour assurer une capacité d'adaptation aux évolutions technologiques). Il

peut s'agir de compétences transverses liées au savoir-être, à la communication, la stratégie, l'organisation, la gestion de projets, le travail en équipe ... En général, ces modules s'incorporent à de nombreux programmes ou parcours de formation, au-delà d'un seul secteur professionnel.

(...) Autres activités de service

On trouve également des modules développant des compétences plus transverses, par exemple un module sur les métiers du sport qui développe les savoir être (sensibilisation à la laïcité et à la diversité, à l'accueil de mineur, au handicap ou encore au sport santé).

(...) Le secteur du service à la personne et de la propreté agrège de nombreux modules visant à développer des compétences transverses liées au savoir-être et à la communication interpersonnelle.

(...) Les modules [dans le Tourisme] rassemblent majoritairement 3 catégories de compétences transverses : linguistiques, culinaires et sens du service (ou savoir être).

(...) Perspectives (...) Ajout d'un module « compétences transverses Softskill » de 21 heures sur l'ensemble des formations qualifiantes (2020) : Savoir-être professionnels, développement des capacités personnelles en lien avec les codes de l'entreprise, numérique, transition écologique...

A noter :

- L'ensemble des guides de capitalisation sont disponibles [à cette adresse](#).
- Un rapport publié en mars 2023 a porté sur l'évaluation qualitative de la prestation « Valoriser son image professionnelle (VSI) », réalisée par le cabinet Asdo études et l'institut Inetop (Cnam) pour la DARES. D'une part, il s'agissait d'étudier la mise en œuvre et les effets de la prestation VSI, afin d'apprécier ses effets sur le bénéficiaire, son comportement, ses savoir-être et ses représentations. D'autre part, il s'agissait de contribuer à une meilleure connaissance des possibilités d'apprentissage des savoir-être dans le cadre d'une formation. Lire le rapport [en cliquant ici](#).
- Pour en savoir plus sur les compétences psychosociales, consulter le rapport IGÉSR n° 23-24-101A, juin 2024 : « [Les compétences psychosociales en lycée professionnel](#) ».

Au-delà, les préparations opérationnelles à l'apprentissage (POA), sur le modèle de celles proposées par l'OPCO EP constituent des alternatives intéressantes.

Exemples extraits du FIL Juillet – Août 2024 : Métiers du Service à Domicile (secteur [Carpentras](#) / secteur [La Valette-du-Var](#) / Métiers de la coiffure (secteur [Arles](#) / [Carros](#)) / Métiers de l'esthétique (secteur [Arles](#) / [Carros](#)).

3.2.4 Le cas particulier des dispenses d'unités à l'examen

Un CFA est en droit de proposer un programme de formation restreint aux disciplines et dispositifs d'enseignement relevant des unités pour lesquelles il est inscrit à l'examen, mais dans le respect des volumes horaires d'enseignement fixés par décret par le Ministère certificateur (cf 3.2).

Nota bene : Toute dispense d'épreuves est à vérifier auprès du rectorat (service des examens et concours), dans le doute et pour éviter toute mauvaise surprise au moment de l'inscription de l'apprenti à l'examen.

En CAP ou encore en baccalauréat professionnel plus particulièrement, la dispense d'épreuves de l'enseignement général ne signifie pas la maîtrise suffisante par tous les apprentis des connaissances et compétences nécessaires et suffisantes en français et en mathématiques – physique – chimie pour réussir le diplôme, et plus encore leur insertion professionnelle ou leur poursuite d'études.

De manière plus générale, toute dispense d'épreuves à l'examen ne signifie pas pour autant que l'apprenti, à la suite de son positionnement, n'a pas besoin d'approfondir voire de consolider certains apprentissages. C'est le cas notamment des enseignements généraux, le cas le plus fréquent de dispenses, pour développer des compétences plus transversales (« soft skills ») et sécuriser les continuités de parcours.

Aussi, le contenu du programme de formation, au-delà des épreuves à présenter à l'examen, tiendra compte du parcours antérieur de l'apprenti, de son niveau initial, des éventuels besoins qui en découleraient et de son projet personnel et professionnel (résultant du positionnement, obligatoire à l'entrée en apprentissage).

3.2.5 Le cas d'une prorogation de la durée du contrat suite à un échec à l'examen

L'article L6222-11 autorise la prorogation du contrat d'apprentissage pour une durée d'un an au plus suite à un échec aux examens :

« En cas d'échec à l'obtention du diplôme ou du titre professionnel visé, l'apprentissage peut être prolongé pour une durée d'un an au plus : 1° Soit par prorogation du contrat initial ou de la période d'apprentissage ; 2° Soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur dans des conditions fixées par décret ».

Point de vigilance n°1 : Toute dispense d'épreuves est à vérifier auprès du rectorat (service des examens et concours), dans le doute et pour éviter toute mauvaise surprise au moment de l'inscription de l'apprenti à l'examen.

Consulter l'[annuaire](#) régional du Rectorat de région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Point de vigilance n°2 : Le positionnement pédagogique de l'apprenti reste obligatoire.

Le CFA est tenu de proposer un parcours individualisé aux apprentis dont le contrat est prorogé en raison de l'échec à l'examen. Le positionnement pédagogique est effectivement nécessaire pour adapter le contenu du parcours de formation :

- aux unités à présenter à la session prochaine,
- au profil de l'apprenti, à ses besoins et aussi à son projet professionnel.

Le parcours doit ainsi permettre à l'apprenti :

- de consolider des compétences,
- d'en développer de nouvelles (par exemple en lien avec leur projet professionnel),
- voire d'acquérir des certifications complémentaires qui seront autant d'atouts supplémentaires à faire valoir dans son CV (certifications TOEIC, PIX, ...).

Un principe absolu : toute dispense d'épreuves de l'enseignement général ne signifie pas pour autant la maîtrise suffisante par tous les apprentis des connaissances et compétences nécessaires et suffisantes pour réussir le diplôme, et plus encore leur insertion professionnelle ou leur poursuite d'études (et notamment en français et en mathématiques – physique – chimie en CAP et en baccalauréat professionnel).

S'agissant spécifiquement des aménagements portant sur le projet professionnel de l'apprenti, il faut rappeler que tout CFA certifié qualité (QualiOpi, Eduform) doit développer "des actions qui concourent à l'insertion professionnelle ou la poursuite d'étude par la voie de l'apprentissage ou par toute autre voie permettant de développer leurs connaissances et leurs compétences". S'agissant du parcours de préparation à l'insertion professionnelle et à la poursuite d'études supérieures en terminale professionnelle, on peut comprendre que si la [note de service du 4-3-2024](#) ne concerne pas l'apprentissage, il est tout à fait intéressant d'en adapter la philosophie aux apprentis. En effet, cette période pourrait tout à fait être "colorée" soit "préparation à l'insertion professionnelle", soit "préparation à la poursuite d'études" suivant le projet professionnel des apprentis.

Pour rappel, cette individualisation qui reste un enjeu en apprentissage (cf [Guide pratique de l'alternance de l'observation de la métallurgie et de l'OPCO 2i](#)) a été traitée dans la fiche ressource "[Maquettes pédagogiques en apprentissage](#)". Et notamment en faisant évoluer les emplois du temps ...à (re)lire dans la fiche ressource.

Point de vigilance n°3 : Le volume horaire minimum d'enseignement en CFA s'apprécie en fonction de la durée du contrat.

Dans le cas d'un prolongement du contrat suite à un échec à l'examen, le volume horaire d'enseignement sera fixé uniquement en référence au décret n°2020-624 du 22 mai 2020.

Des CFA ont pu avoir recours à un article du Code du travail abrogé depuis la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

Article R6233-53 (abrogé) Version en vigueur du 01 mai 2008 au 09 novembre 2019 [Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

L'horaire minimum prévu à l'article [L. 6233-9](#) ne peut être inférieur à 240 heures par an en cas de prolongation de l'apprentissage pour une durée d'une année.

Il est vrai que certains sites font encore référence à ce volume horaire minimum (par exemple : <https://lapprentissage.re/un-cfa/la-formation-en-cfa/> ou ici : <http://www.cfa-creap.com/medias/File/faq/FICHE25.pdf>).

C'est une erreur et le volume horaire d'enseignement min. en CFA sera calculé au prorata temporis de la durée du contrat, dans le respect du décret n°2020-624 du 22 mai 2020.

Par exemple

- Pour des contrats de 12 mois : 400 h en CAP, MC, BP / 675h en bac pro, BMA et BTS.
- Pour des contrats par exemple de 10 mois : 333h en CAP, MC, BP / 562h en bac pro, BMA et BTS (prorata-temporis – voir supra).

Dès lors, tout contrat d'apprentissage ne respectant pas ce volume horaire min. d'enseignement en CFA pourrait être assimilé à du travail dissimulé et être requalifié en contrat de travail de droit commun (CDI).

Pour rappel également, le document préparatoire de la rentrée 2022 ([FIL ROUGE 2022-2023](#)) soulignait dans sa première page, un objectif fixé dès février 2022 :

« Pour les inscriptions à la prochaine session d'examen (2023), tous les CFA sont informés des dispositions suivantes :

- Aucun CERFA ne respectant pas les volumes horaires minimum d'enseignement en CFA ne sera désormais accepté par le rectorat.
- Tout aménagement de la durée du contrat d'apprentissage (réduction ou allongement) ne faisant pas l'objet de la signature d'une convention tripartite (dans le respect des dispositions du décret 2020-372 du 30 mars 2020) sera refusé ».

Point de vigilance n°4 : Le cas spécifique des formations habilitées au CCF

Le cas sera différent pour les formations habilitées au CCF. Selon la [circulaire du 25-4-2022](#), pour les actions de formation par apprentissage, les organismes de formation habilités à la pratique du contrôle en cours de formation (CCF) pourront mobiliser toutes les souplesses proposées par ce mode certificatif pour articuler de façon personnalisée parcours de formation et parcours de certification de chaque apprenti.

Par conséquent, à la suite d'un échec à l'examen en raison d'unités certificatives en CCF non acquises (exclusivement), une prorogation de 6 mois du contrat d'apprentissage peut être signée pour permettre :

- à l'apprenti de passer de nouveau ses épreuves en CCF
- au rectorat de solliciter le jury de délibération de la VAE de printemps pour acter la diplomation de l'apprenti dans le cas où les unités restantes sont acquises.

Dans le cas d'un CFA obtenant l'habilitation au CCF pour la session concernée, les apprentis seront inscrits sous le statut "apprenti formation habilitée au CCF" et passeront leur examen selon cette modalité.

L'aménagement dont il est question supra doit permettre également d'acculturer l'ensemble des parties prenantes au contrat aux modalités d'évaluation en CCF.

Point de vigilance n°5 : Ce volume horaire min. d'enseignement s'entend en CFA et/ou dans d'autres structures de formation par délégation, y compris dans l'entreprise signataire du contrat d'apprentissage. Cette délégation de formation à l'entreprise est fortement conditionnée.

Toutes les conditions sont explicitées dans la fiche ressource « [Formation en situation de travail en apprentissage](#) », et tout CFA déléguant une partie de la formation à l'entreprise reste pédagogiquement responsable du contenu d'enseignement en entreprise.

3.2.6 Le cas spécifique des activités de projet (ex « chef d'œuvre »)

A noter : les activités de projet succèdent au chef d'œuvre dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle.

Attention : Les apprentis, quelle que soit leur modalité de formation, ont l'obligation de passer l'épreuve du chef d'œuvre. Ils ne sont pas considérés comme des candidats individuels et ne sont donc pas dispensés de cette épreuve. C'est le cas par exemple des apprentis qui suivent une formation 100% à distance. Une note est attendue de la DGESCO.

La DGESCO, dans un message du 8 septembre 2020, précisait les points suivants :

« L'article D337-3-1 du code de l'éducation prévoit notamment que les candidats sous statut scolaire et les apprentis préparant une des spécialités de certificat d'aptitude professionnelle mentionnées au premier alinéa de l'article D. 337-2 réalisent, au cours de leur formation conduisant au diplôme, un chef d'œuvre en relation avec la spécialité préparée. Ce chef d'œuvre peut prendre appui sur tous les enseignements (y compris les arts appliqués, l'anglais, ...), puisque par nature, le chef d'œuvre est pluridisciplinaire (réf. Texte en vigueur [en cliquant ici](#)).

L'évaluation certificative du chef d'œuvre s'applique dès la session 2021 pour les CAP et la session 2022 pour les baccalauréats professionnels. **La réglementation s'applique également aux apprentis quelle que soit la durée de formation. Le chef d'établissement ou directeur du centre de formation s'assure que tous les jeunes sont engagés dans un projet et que les conditions matérielles et péuniaires de chaque projet permettent la réalisation et l'évaluation du chef-d'œuvre, et ce quelle que soit la modalité certificative.**

La note relative au chef-d'œuvre est, dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 28 novembre 2019, intégrée au calcul de la moyenne permettant la délivrance du diplôme.

À cette fin, elle est affectée d'un coefficient 1 s'imputant sur celui de l'unité professionnelle dotée du plus fort coefficient dans la spécialité de diplôme présentée par le candidat.

En cas de cursus d'un an préparant au CAP, le choix du chef-d'œuvre est adapté à cette durée et sa réalisation se concentre sur cette période. Seuls des candidats suivant un cursus en un an à partir de la rentrée scolaire 2020/2021 sont soumis à la réalisation et à l'évaluation d'un chef-d'œuvre, les dispositions relatives à l'évaluation du chef-d'œuvre entrant en vigueur à la session 2021 ».

A noter la publication de ressources sur le chef d'œuvre (le [courrier du Recteur](#) / le [document d'accompagnement académique](#) proposé par le collège des inspecteurs du 2nd degré).

Actualité : communication régionale des inspecteurs

« Lors de nos visites dans les établissements et de nos rencontres avec les équipes, nous sommes régulièrement questionnés sur le projet de chef-d'œuvre et sur son évaluation. Afin de permettre à tous de continuer à s'informer en

toutes circonstances, nous vous rappelons que le collège des IEN-ET/EG/IO a créé il y a deux ans un espace [Tribu](#) le concernant.

Cet espace, en accès public, accessible à l'ensemble des équipes pédagogiques et de direction, met à disposition de nombreuses ressources produites par le groupe de travail académique dédié, ainsi que l'ensemble des textes officiels relatifs au projet de chef-d'œuvre.

Vous y trouverez de nombreuses réponses aux questions qui peuvent encore se poser.

Par ailleurs, à des fins de partage, les enseignants peuvent proposer à leur inspecteur disciplinaire les ressources qu'ils ont produites et qu'ils souhaitent déposer dans l'espace.

Rappels pour accéder à l'espace :

1. Cliquer sur : [Tribu](#)
- 2.



2. Si le lien ne fait pas partie de vos favoris, une recherche simple vous y conduit :



Lien vidéo à consulter : <https://youtu.be/VzdhlXdYrJ8>

Pour rappel les textes réglementaires sur le Chef d'œuvre

- [Décret n°2019-1236 du 26 novembre 2019](#) sur l'évaluation du chef d'œuvre en CAP
- [Arrêté du 28 novembre 2019](#) sur l'évaluation du chef d'œuvre en CAP
- [Circulaire n°2020-039 du 14 février 2020](#) sur le chef d'œuvre en CAP
- [Décret n° 2020-1277 du 20 octobre 2020](#) relatif aux conditions de certification des candidats à l'examen du baccalauréat professionnel et portant suppression du brevet d'études professionnelles.
- [Arrêté du 20 octobre 2020](#) définissant les modalités de l'évaluation du chef d'œuvre prévue à l'examen du baccalauréat professionnel par l'article D.337-66-1 du code de l'éducation.
- [Circulaire du 22 octobre 2020](#) sur la réalisation du chef-d'œuvre au baccalauréat professionnel et modalités d'évaluation à l'examen
- [Une ressource intéressante pour préparer l'oral du Chef d'oeuvre : une synthèse d'un atelier sur le grand oral au baccalauréat général et technologique.](#)

3.2.7 Le cas particulier des enseignements facultatifs

Si tous les enseignements sont obligatoires en formation initiale sous statut scolaire, cela n'est pas le cas en apprentissage, du moins pour les enseignements qui n'ont pas d'épreuves de certification correspondantes (le cas dans certains CAP des arts appliqués et culture artistique) ou encore pour les enseignements dont les épreuves sont facultatives (exemple dans certains CAP pour les langues).

Pour mémoire : Au sujet des épreuves facultatives, voir les textes en vigueur concernant les enseignements dispensés sous statut scolaire (Accès direct aux textes de référence [en cliquant ici](#)).

En conséquence, si les apprentis ne souhaitent pas s'inscrire dans des épreuves facultatives, le CFA n'a pas l'obligation de dispenser cette formation. Du moins, dans l'absolu.

Par commodité (et pour des raisons financières dans certains cas), certains CFA font le choix de ne pas inscrire les apprentis aux épreuves facultatives. En cela, cette position ne va pas dans le sens de l'intérêt des apprentis (puisque seules les notes supérieures à la moyenne sont prises en compte dans le cas des épreuves facultatives). En principe, les apprentis devraient avoir le choix, et ce choix ne devrait pas être contraint par une position de principe du CFA.

En outre, le caractère facultatif des épreuves ne signifie pas la moindre importance que les CFA doivent accorder à leurs enseignements, et notamment pour accompagner chaque apprenti vers l'insertion professionnelle et/ou la poursuite d'études à court ou moyen terme.

Cette disposition vaut pour tous les diplômes.

Cela est d'autant plus vrai en BTS pour l'épreuve facultative commune à tous les étudiants : "l'engagement étudiant", dans un contexte où l'engagement des apprenants est fortement encouragé.

Plus de détail sur les dispositifs pour favoriser l'engagement des apprentis dans la fiche qualité pédagogique [Q12E21](#) - Indicateur QualiOpi 12 / Eduform 21.

Cette épreuve orale de 20 minutes sans préparation vise à identifier les compétences, connaissances et aptitudes acquises par le candidat dans le cadre de ses activités bénévoles prévues par l'[article L611-9 du code de l'éducation](#).

Pour plus de détail, consulter Légifrance pour [connaître les modalités de l'unité facultative "engagement étudiant"](#).

3.2.8 Le cas particulier de l'EPS

Tous les CFA proposant des diplômes de l'éducation nationale ont l'obligation d'inscrire cet enseignement dans les programmes de formation.

A la différence de la formation continue, la préparation d'un diplôme par la voie de l'apprentissage oblige le CFA à inscrire chaque apprenti à l'ensemble des épreuves obligatoires, à l'exception des dispenses auxquelles ils auraient droit. C'est le cas de l'enseignement physique et sportif.

Une vigilance est demandée à chaque CFA sur ce sujet, notamment ceux qui ont pu basculer avec la réforme de l'apprentissage, de contrat de professionnalisation au contrat d'apprentissage.
En effet, il s'avère que plusieurs OF qui se sont ouverts récemment à l'apprentissage n'en maîtrisent pas tous les codes et les contraintes
 Une fiche ressource spécifique (accessible depuis [la page régionale](#) ou directement [en cliquant ici](#)) vise à recenser les spécificités de chaque contrat d'alternance, et met également en lumière les attentes spécifiques et les obligations fixées par les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que ministères certificateurs.

4 Une troisième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les volumes horaires disciplinaires

4.1 Les grilles horaires d'enseignement sous statut scolaire comme repères potentiels pour les CFA

En l'absence de grilles officielles nationales dédiées à l'apprentissage, les grilles horaires des formations sous statut scolaire sont des préconisations pertinentes dans la détermination des volumes horaires d'enseignement dans les maquettes pédagogiques des CFA, puisqu'elles indiquent notamment la répartition des volumes horaires entre les disciplines, en particulier au sein des enseignements généraux comme au sein des enseignements professionnels.

Les CFA y puiseront également d'autres repères utiles et nécessaires, comme par exemple, les intitulés des disciplines et des autres dispositifs d'enseignement qui résultent de la transformation de la voie professionnelle

C'est dans un esprit d'information et d'accompagnement qu'un fichier d'aide et de repère est proposé aux CFA (accès au fichier [en cliquant directement ici](#)) incluant des propositions par type de BTS – Fichier mis à jour à la suite de la publication de l'arrêté de [l'arrêté du 22 janvier 2024](#) modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel

Le fichier excel est construit sur les bases suivantes :

- Un onglet par grille ;
- Quatre grilles cibles (CAP, Bac pro, BP, BTS) ;
- Chaque grille contient des cellules protégées (pour faciliter les calculs automatiques qu'elle propose) et des cellules non protégées (en rouge, à renseigner par l'OF-CFA) ;

Parmi les cellules à renseigner :

- Le volume horaire d'enseignement total proposé par l'OF-CFA (a minima, l'OF-CFA est tenu de respecter les seuils déterminés par le décret n°2020-624 du 22 mai 2020).
- Le nombre d'alternance en OF-CFA (pour déterminer le volume horaire moyen hebdomadaire)
- Si l'OF-CFA le souhaite, les volumes horaires d'enseignement par discipline projetés.

Une seule variable caractérise la base de calcul : une proposition indicative de répartition des % entre les enseignements généraux, les enseignements professionnels et le dispositif d'accompagnement pour tenir compte des rythmes d'alternance entre entreprise et OF-CFA.

Compte tenu du temps de présence des apprentis en entreprise, il s'agira de privilégier, en centre, en particulier les compétences qui sont moins développées en entreprise (par exemple, les compétences transversales qui relèvent des programmes des enseignements généraux).

Pour la formation initiale sous statut scolaire, la répartition définie par le Ministère certificateur est la suivante :

Scolaire	EG	EP	Accompagnement	TOTAL
CAP	28,6%	59,6%	11,8%	100,0%
BAC PRO	40,8%	48,3%	10,9%	100,0%

Pour les besoins du calcul et considérant le temps de présence en entreprise et en centre, la proposition de répartition en apprentissage est la suivante :

Apprentissage (proposition)	EG	EP	Accompagnement	TOTAL
CAP	43,0%	45,0%	12,0%	100,0%
BAC PRO	50,0%	40,0%	10,0%	100,0%

Cette première proposition peut être amenée à évoluer en fonction des remarques qui seront faites dans l'expérimentation du fichier.

Ainsi défini, le fichier devrait avoir une double utilisation :

- Le CFA reporte le volume horaire d'enseignement minimal à respecter en fonction de la durée du contrat d'apprentissage. Il renseigne le nombre de semaines de formation en OF-CFA sur l'ensemble du cycle. Le tableau indique alors et de manière automatique un volume horaire moyen, mais l'OF-CFA reste libre de l'adapter en fonction des positionnements des apprentis mais dans le respect du volume horaire minimum défini par le Ministère certificateur.
- La partie "Soutien au parcours" dont le volume horaire est indépendant des volumes horaires affectés aux enseignements généraux et professionnels peut servir utilement à proposer aux alternants des actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement / entraînement / révisions / préparation à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études selon le cas.
- S'il le souhaite également, le CFA complète les horaires qu'il a choisis par discipline d'enseignement et le fichier lui permet de comparer ses données aux % de la grille repère.

Cette première approche est complétée sur les conseils d'Isabelle Colombari, Inspectrice d'académie – Inspectrice pédagogique régionale économie gestion de l'académie d'Aix-Marseille par un nouvel onglet dans le [fichier excel d'aide](#) cité supra.

Cet onglet permet de comparer

- les % calculés par le rapport volumes horaires d'enseignement par bloc / volume horaire total,
- et les % calculés par le rapport coefficient d'épreuve par bloc / somme des coefficients.

Les écarts peuvent conduire à revoir la répartition totale ou spécifique à certains blocs.

- des acteurs (seul, en groupe, maître d'apprentissage ou tuteur en entreprise, accompagnateur technique, référent du parcours, accompagnateur méthodologique, formateur ...),
- des activités (travail en initiative autonome, travail prescrit, réception des connaissances, production de savoirs – savoir-faire, échanges collaboratifs).

Dès l'instant où l'établissement aura à faire face à une mixité de publics, et pour une même ingénierie de formation, il suffira de jouer sur cette multimodalité pour atteindre les mêmes objectifs en termes de compétences à atteindre.

Ainsi, pour une compétence donnée ou un objectif professionnel à atteindre, les modalités pour y parvenir pourront varier en fonction du statut de l'apprenant et des modalités de formation qui lui seront propres.

Pour autant, la multimodalité ne suffira pas à compenser les différences dans les parcours des apprenants, et il conviendra de programmer des compléments d'heures spécifiquement dédiés à chaque statut d'apprenant dès leur retour d'alternance.

Plus de détail sur la multimodalité dans la fiche qualité pédagogique [Q6E13 - Indicateur QualiOpi 6 / Eduform 13](#).

6 Une cinquième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la formalisation d'une fiche par unité de formation type contrat pédagogique

Cette fiche dont le format reste libre (un exemple est donné dans l'annexe n°2), pourra reprendre les éléments clefs de référence pour les équipes pédagogiques, dont :

- thème
- temporalité
- lieux de formation
- compétences cibles
- indicateurs de maîtrise
- activités professionnelles de référence
- savoirs associés (*aux compétences*).

S'agissant des savoirs associés, la plupart des nouveaux référentiels identifient pour chaque bloc de compétences cible, les connaissances à maîtriser. Dans le cas contraire, il s'agira de répartir la liste des savoirs entre chacun des blocs de compétences constitués.

De la même façon, et sans chercher l'exhaustivité, il s'agira de viser les compétences et contenus de programme des enseignements généraux qui entrent en résonance avec les compétences professionnelles.

Ce référencement sera d'autant plus stratégique qu'il permettra en CFA d'objectiver et de consolider les compétences par une ré-exploitation du vécu en entreprise.

7 Les sites de référence à consulter

7.1 Les sites nationaux (liste non exhaustive)

- La page Eduscol du site du [Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse](#) consacrée aux diplômes professionnels de niveau 3 et 4 : une page de référence régulièrement mise à jour qui donne accès :
 - aux arrêtés de création et aux référentiels de toutes les spécialités de CAP, de baccalauréats professionnels, de BMA, de brevets professionnels et de mentions complémentaires (dénommées certificats de spécialisation à partir du 1er janvier 2025) de niveau 3 et 4.
 - aux textes réglementaires de référence sur les diplômes professionnels du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de niveau 3 et 4
- Une page regroupant les référentiels de BTS existe sur le site du [Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#)
- [France compétences](#) : Préconisations relatives à l'évaluation des compétences professionnelles (Octobre 2021).
- [Eduscol](#) : documents de références sur l'ensemble des diplômes Professionnels
- [Site National Sciences et Techniques Industrielles](#)
- [CRCM-TL](#) : site pour les BTS mercatique (NDRC, MCO, CSST, CI, Communication...) et transport logistique
- Le [CRCOM](#) – réseau national de ressources pédagogiques (BTS GPME, SAM, ... management, économie-droit, CEJM)
- [Cerpeg](#) : Centre national de ressources pour l'enseignement professionnel en économie et gestion
- Site National pour l'Hôtellerie Restauration [CRNHR](#)
- Site National pour l'Alimentation [CRNMA](#)
- Site national de travail en groupes et de partage de ressources [VIAEDUC](#) (adresse académique requise ou possibilité d'invitation ou accès depuis le site Canopé)
- *Recherche par domaines, diplômes, thématique pédagogique*
- [Mathématiques et sciences physiques](#) voie professionnelle

- [Prévention/Santé Environnement](#) voie Professionnelle
- [Histoire-Géographie](#)
- Lettres / [Site national](#) / [Programmes et ressources en français](#) voie professionnelle

7.2 Les sites académiques

- Sur l'apprentissage : [Mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage](#)
- Sur le [CCF](#)
- Académie d'Aix-Marseille :
Le [portail académique](#) vers tous les sites pédagogiques académiques, y compris les liens vers les sites nationaux.
Le portail tertiaire [économie gestion](#) en lycée
- Académie de Nice
Le [portail disciplinaire](#) dans l'académie de Nice

7.3 Focus sur les enseignements généraux

Les programmes et ressources nécessaires à la construction des parcours sont à chercher hors des périmètres des référentiels sur le site : <https://eduscol.education.fr/94/j-enseigne-au-lycee-professionnel>

Il est important de noter que les épreuves et règlements d'examen des épreuves de l'enseignement général des **CAP et des baccalauréats professionnels** ont été entièrement redéfinis par de nouveaux textes réglementaires :

- [Arrêté du 30 août 2019](#) fixant les unités générales du certificat d'aptitude professionnelle et définissant les modalités d'évaluation des épreuves d'enseignement général
- [Arrêté du 17 juin 2020](#) fixant les unités générales du baccalauréat professionnel et définissant les modalités d'évaluation des épreuves ou sous-épreuves d'enseignement général

De même, en **Brevet professionnel**, le texte de référence est [l'arrêté du 3 mars 2016](#).

Il faut noter la modification des programmes d'enseignement et les modalités des épreuves de [mathématiques](#), de [sciences physiques et chimiques](#), mais également d'expression et

connaissance du monde et de langue vivante des classes préparatoires au brevet professionnel ([BO n°30 du 29 juillet 2021](#)).

A noter la modification de la définition des épreuves et des règlements d'examen des unités d'enseignement général de physique - chimie (applicable à partir de la session 2023) - [Arrêté du 5-10-2021 - JO du 16-10-2021](#)

Pour les **BTS**, il convient de se référer aux bulletins officiels fixant le contenu des programmes et des épreuves.

Deux exemples

- Objectifs, contenus de l'enseignement et référentiel des capacités du domaine de la culture générale et expression pour le BTS
- [BO n° 47 du 21 décembre 2006](#)
- [Arrêté du 15 février 2018](#) portant définition du programme et de l'épreuve de « culture économique, juridique et managériale » communs à plusieurs spécialités de brevet de technicien supérieur
- [Arrêté du 13 juillet 2023](#) relatif aux objectifs et contenus de l'enseignement de culture générale et expression, aux compétences travaillées et à la définition de l'épreuve de culture générale et expression du brevet de technicien supérieur – applicable à la RS23 (1^{ère} session : 2025).

8 Annexes

8.1 Annexe n°1 - Extrait « Développer la multimodalité dans les dispositifs modulaires de formation – Fiches conseils », Région Pays de la Loire (octobre 2016)

Exemples de situations de formation (Caractéristiques de la situation)	Centre(s) de formation (sur site et délocalisé)	Hors centre (cybercentre, domicilia,...)	Lieu d'alternance en milieu professionnel	Communication synchrone	Communication asynchrone	Seul	En groupe	Tuteur en entreprise	Accompagnateur technique	Référent du parcours	Accompagnateur méthodologique	Formateur	Travail en initiative autonome	Travail prescrit	Réception des connaissances	Production de Savoirs, Savoir-Faire	Echanges collaboratifs	Exemples
	LIEU	TEMPS	ACTEURS						ACTIVITES									
Séance présentielle	X		X			X						X			X			Cours magistral, conférence,...
	X		X		X							X			X			Cours individuel,...
	X		X		X		X					X	X		X	X	X	Travaux pratiques, travaux dirigés,...
Séance distancielle		X	X			X		X			X		X	X	X	X	X	Classe virtuelle,...
		X	X		X			X			X			X				Visio-conférence, webinar,...
Autoformation accompagnée présentielle	X		X		X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Centre de ressources, laboratoire de langues,...
Autoformation accompagnée distancielle		X	X	X	X			X	X	X	X	X		X	X	X	X	Module de formation à distance avec outils de communication
Travail collaboratif présentiel	X		X			X					X	X		X		X	X	Activités en mode projet,...
Travail collaboratif distanciel		X	X	X	X	X		X			X	X		X		X	X	Activités en mode projet,...
Mise en situation professionnelle réelle	X		X			X						X		X	X	X		Applications professionnelles en plateaux techniques, logiciels professionnels, chantier école,...
			X	X	X	X		X					X	X	X	X		Applications professionnelles en stages
Mise en situation professionnelle virtuelle	X		X	X	X	X	X	X				X	X	X			X	Simulateur, Serious Games,.... en centre
		X	X	X	X	X	X	X				X	X	X			X	Simulateur, Serious Games,.... à distance

8.2 Annexe n°2 : fiche type contrat pédagogique

Unité de formation n°5 : Conception d'une prestation de restauration complète

Conception d'une prestation complète de restauration (type menu) en fonction d'un contexte local et d'un cahier des charges

Ce module prépare à l'épreuve E1.

Il s'appuie sur une rencontre avec les acteurs de la restauration (professionnels, producteurs, fournisseurs, ..), et sur l'analyse de plusieurs types de prestations de restauration différentes pour identifier la(les) méthode(s) de conception d'une prestation complète de restauration.

Modalités de formation	Pré-requis	Temporalité					
		UF1	UF2	UF3	UF4	UF5	UF6
Centre de formation	UF « Conception de préparations à l'assiette ou au plat »						

Compétence(s) clef

O1 - Concevoir les prestations

Compétence clef associée

....

Indicateur(s) de maîtrise

Conception et faisabilité d'une prestation dans le respect des éléments du contexte (saisonnalité, budget, situation géographique, état des stocks, temps, ...)

....

Activités professionnelles de référence

Se documenter, rencontrer des acteurs de la restauration (professionnels, producteurs, fournisseurs, ...)
Sélectionner les produits, les fournisseurs
Elaborer des propositions de plats, de menus, de cartes
Contrôler l'équilibre nutritionnel de la prestation
Calculer les rendements de production (produits bruts et finis)
Calculer le coût de production de la préparation
Réaliser les fiches techniques de fabrication
Effectuer le croquis de présentation de l'assiette ou du plat

Supports et outils professionnels

....

Savoirs associés

Libellés	Contenus	Conseils pédagogiques
Les éléments clefs du secteur cible	Le poids du secteur	
	Les profils et attentes de la clientèle	
La sélection des produits, des fournisseurs	Les produits marqueurs d'une identité territoriale	(saisonnalité, labels, caractéristiques,)
	Les critères de sélection (produits / fournisseurs)	
L'élaboration des propositions de plats, de menus, de cartes	L'élaboration des menus, de la carte	La dimension commerciale, réglementaire et l'équilibre alimentaire dans l'élaboration de la carte
	Accords mets - vins	Principaux accords et pratiques professionnelles usuelles